

vraiment socialistes d'Europe? Les centres familiaux y sont inombrables. L'utopie socialiste, c'est habituellement plutôt qu'exceptionnellement que les mères de famille travaillent à nettoyer les rues, à pelleter la neige, à poser le carrelage, les galets...

• (5.40 p.m.)

M. Deachman: ...elles travaillent dans les aciéries.

M. Byrne: ... et dans les aciéries, comme le député me le rappelle. Je ne crois pas qu'elles travaillent dans les mines, mais elles font presque toutes les autres tâches ardues. Je ne recommande pas cette situation. D'autre part, lorsque je parle à un auditoire surtout masculin de la situation en Russie, les hommes sont portés à demander si ce ne serait pas une situation à encourager ici. Ce sont les faits de la vie dans cette utopie socialiste. On ne songe même pas à vivre convenablement, c'est-à-dire, à franchir le seuil de la pauvreté sans avoir deux revenus dans un seul foyer. Ces deux revenus, qui ensemble donnent la somme princière de 200 ou 250 roubles par mois, pourvoient aux besoins d'une famille dans un pays où les prix sont du tiers à deux fois plus élevés qu'en Amérique du Nord.

L'idée du député est excellente en soi. Nous sommes tous en faveur de la maternité; cela ne fait aucun doute. Nous aimons tous voir la maternité glorifiée mais, après tout, soyons sérieux. A une époque où l'inflation n'a jamais été aussi grave, du moins depuis la fin de la guerre, et où nous nous efforçons de freiner les dépenses publiques, on nous propose de lancer un programme de dépenses qui nous coûterait de 200 à 500 millions de dollars. Nous sommes en droit de nous attendre à plus de sens de la responsabilité de la part des députés du Nouveau parti démocratique.

Nous sommes en droit de nous attendre qu'ils appuient le gouvernement dans ses efforts pour freiner l'inflation. Nous avons le droit de compter sur la collaboration des autres, car tout comme les députés du Nouveau parti démocratique, nous prenons à cœur le sort de la famille, des mères, et le bien-être de tous les Canadiens.

M. l'Orateur suppléant (M. Tardif): Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré.

[Français]

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de prendre la parole relativement à cet important avis de motion qui a été présenté par le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} Mac-Innis).

[M. Byrne.]

Nous sommes heureux de pouvoir traiter de questions semblables parce que nous savons, au départ, que notre économie actuelle peut difficilement satisfaire la demande de l'honorable député. Si notre économie était le moins réformée, il serait facile de distribuer davantage à la nation et d'encourager la famille qui est à la base même de la société.

Monsieur l'Orateur, si nous ne pouvons pas trouver le moyen de protéger la société et surtout l'enfance, afin que la société puisse se régénérer, eh bien, nous connaissons la ruine.

La base de toute économie, de toute société, c'est la famille. Si la famille n'existait pas, il n'y aurait probablement pas de municipalités, pas de provinces, pas de gouvernement fédéral, pas de compagnies, pas d'institutions. Les institutions existent parce qu'il y a des individus, des familles qui se renouvellent. Il faut à tout prix, si nous voulons que la nation continue de prospérer, que la famille se développe, qu'elle continue à progresser et que les êtres humains continuent de naître.

Si nous ne sommes même pas capables de protéger la mère de famille, qui pouvons-nous protéger? La société, pouvons-nous la protéger, oui ou non?

On nous dit que nous ne sommes pas capables, en vertu du système actuel, de trouver quelque chose pour dédommager ou pour être de rester à la maison pour avoir soin de leurs enfants, à avoir soin de leur famille. Le premier devoir de la mère de famille devrait être de rester à la maison, pour avoir soin de ses enfants. Mais au sein du système actuel, les mères de famille sont obligées d'aller travailler, de s'expatrier, de laisser leurs enfants ou d'en confier le soin à des institutions, durant la journée, afin de pouvoir apporter un revenu supplémentaire qui permettra à la famille de survivre. Ceci, monsieur l'Orateur, n'est pas normal. Si l'on examine les revenus qui sont bel et bien démontrés dans l'Annuaire du Canada, on constate que la production de 1967 se chiffrait à 62 milliards, pour une population de 20,400,000 citoyens, ce qui fait une moyenne de \$15,000 par famille de cinq et de \$1,250 par tête, par mois. Si d'aussi belles moyennes laissent tant de personnes dans la misère, dans l'insécurité, c'est à nous d'y voir et de chercher à trouver la cause d'une si mauvaise répartition d'une si grande abondance. Le tableau suivant nous démontre, sur le plan national, l'augmentation de la productivité; en 1944, notre revenu s'élevait à 11 milliards 400 millions, alors que celui de 1967 s'établissait à 62 milliards. Alors, ceci a été multiplié par 5½ fois.

En 1944, la consommation est passée de 10 milliards 120 millions à 40 milliards, en 1967, soit quatre fois de plus.